

Urgence écologique: et si santé et liberté étaient enfin vues comme des besoins?

Author : Jean-Hugues Barthélémy

Categories : [Monde](#)

Date : 10 juin 2020

TRIBUNE - Nous vivons dans l'héritage anthropocentrique des Lumières et de Kant, pour qui le droit était le système de la compatibilité des «libres-arbitres» des seules «personnes morales». Pour le philosophe [Jean-Hugues Barthélémy](#), l'écologie exige que le droit devienne le système de la compatibilité des besoins de tous les êtres capables d'en avoir. Qu'on le veuille ou non, nous appartenons à la nature et descendons du primate...

Docteur habilité à diriger des recherches en Philosophie, [Jean-Hugues Barthélémy](#) est professeur agrégé de philosophie et chercheur associé à l'Université Paris-Ouest-Nanterre. Spécialiste de Gilbert Simondon, il a notamment publié [Simondon ou l'encyclopédisme génétique](#) (PUF, 2008) ; [Simondon](#) (Les Belles Lettres, 2014) et [La société de l'invention](#) (éditions Matériologiques, 2018).

Le recul vis-à-vis de la période de confinement que nous avons traversée est désormais suffisant pour rendre possible une réflexion qui ne soit pas précipitée. Que nous aura appris cette période ? Plutôt que de prétendre faire de la crise du Covid-19 le révélateur d'une vérité supérieure qu'il conviendrait d'appliquer à l'avenir pour rendre possible le « monde d'après », il s'agit ici de s'interroger sur la nature même des débats qui ont surgi et sur le bien-fondé de nos habitudes de pensée les plus profondément ancrées. À défaut de pouvoir faire de la crise du Covid-19 un prétendu indice d'une Vérité qui serait soudain confirmée, on peut du moins examiner la manière même dont sont posés les problèmes, car celle-ci pourrait bien se révéler inadéquate à ce que requiert l'urgence écologique. Cette dernière est évidemment impliquée par ce qui s'est passé, et il n'y a là aucune prétention à révéler une vérité d'ordre supérieur. Chacun sait que la puissance de l'activité humaine et la manière dont elle est gérée auront des conséquences toujours plus dramatiques sur la biodiversité comme sur l'équilibre écosystémique qu'elle permet. Et dans ce contexte, la question des virus et des bactéries, dont nous étions jusqu'ici plus ou moins protégés, va se poser de façon croissante. Or, l'urgence écologique qui est ainsi sous-jacente à la crise sanitaire pourrait bien appeler une critique du terrain même sur lequel se sont développés certains débats, tel celui autour du difficile équilibre entre liberté démocratique et urgence sanitaire.

Lire aussi : [La haine de la nature : un affect enfoui et dénié](#) (Christian Godin)

Il est sans doute bon d'être vigilant à l'égard des risques de dérive anti-démocratique en période de pandémie et de contrôle étatique renforcé au nom de la sécurité et de la santé. Il est encore meilleur de se demander si la centralité de la préoccupation écologique qui s'impose désormais ne requiert pas un au-delà des débats sur la hiérarchie des «valeurs» elles-mêmes. L'un proclame que les valeurs de liberté et de justice sont supérieures à celle de santé et craint un «ordre sanitaire» qui viendrait remplacer les anciennes menaces d'«ordre moral». L'autre répond que la vie humaine est sacrée et que la sécurité sanitaire est la priorité absolue en temps de menace pandémique. Or, il est bien possible que l'urgence écologique sous-jacente à la crise du Covid-19 appelle un véritable chambardement par rapport à la logique profonde, et commune à presque tous, qui rendait possible ce type de débat. Car enfin, est-on bien sûr que la liberté et la santé soient des valeurs plutôt que des besoins ? Et dès lors qu'on envisage la seconde option, y a-t-il encore un sens à vouloir opposer la liberté à la santé ? Acceptons deux minutes d'y réfléchir, et nous vivrons de troublantes surprises.

D'abord, la question de la santé n'est pas une question seulement humaine, et ce qui est aujourd'hui menacé c'est l'équilibre de la biosphère elle-même en tant qu'ensemble des écosystèmes terrestres. Or, la sphère des besoins s'étend à la mesure de ce qui est nécessaire à la santé, et ne se limite absolument pas aux seuls «besoins vitaux». La différence entre les besoins et les désirs n'implique absolument pas la réduction des premiers à ce dont la satisfaction permet la survie. Les poules ont besoin de gratter le sol, et les lionceaux ont besoin de jouer, mais ils ne meurent pas d'en être privés. De même, la liberté de mouvement est un besoin chez de nombreuses espèces, qui peuvent tomber en dépression dans une cage, et l'injustice elle-même est source de souffrance psychique chez d'autres espèces que la nôtre. Nous commençons à entrevoir que la liberté et la justice sont des besoins plutôt que des valeurs, et que ces besoins, qui prennent des formes plus ou moins complexes selon les espèces, sont au service du besoin de santé. Car la santé n'est pas le «complet bien-être» dont parle l'OMS, mais elle est l'absence de souffrance. Parler de «bien-être», c'est tirer la santé vers le bonheur, de même que parler de nos «intérêts», c'est tirer les besoins vers les désirs. C'est ainsi que l'on rate la normativité du besoin, qui devrait être au cœur de notre construction du droit. Mais alors, quel bouleversement ! Nous vivons toujours dans l'héritage anthropocentrique des Lumières et de Kant, pour qui le droit était le système de la compatibilité des «libres-arbitres» des seules «personnes morales». Ce qu'exige de nous l'urgence écologique, c'est que le droit devienne le système de la compatibilité la plus grande possible des besoins en souffrance de tous les êtres capables d'en avoir.

Lire aussi : [Logique totalitaire et crise de l'Occident \(Jean Vioulac\)](#)

Admettons un instant d'envisager pareil chambardement. Que doit-on dès lors penser des débats sur la «hiérarchie des valeurs» qui opposent les partisans de la liberté aux partisans de la santé ? Que ces débats se développent sur un terrain déjà périmé, parce que l'urgence écologique appelle une révolution complète de nos habitudes de pensée les plus ancrées. La liberté et la santé ne sont pas des valeurs mais des besoins humains et non-humains, et la santé est le besoin central et auto-normatif par lequel des besoins comme celui de liberté possèdent leur propre normativité. Cette dernière, parce qu'elle est la normativité des besoins, est une normativité économique au sens profond du terme, et non pas une normativité axiologique. Les normes juridiques, ou plutôt ce qu'elles devraient être, ne sont ni des critères logiques ni des valeurs éthiques. Et chez un même individu, les besoins de santé et de liberté sont parfaitement compatibles l'un avec l'autre, puisque la liberté est nécessaire à l'absence de souffrance psychique. Supprimez durablement ma liberté de mouvement, et je tomberai en dépression. Même les gorilles en cage tombent en dépression. Ceux qui défendent la liberté contre l'«ordre sanitaire» oublient donc que la santé psychique, elle, a parmi ses conditions la liberté, qui n'est pas une valeur placée au-dessus de la santé mais un besoin au service de celui de santé. Inversement, ceux qui placent la santé et la sécurité au-dessus de la liberté au motif que «la vie humaine est sacrée» restent prisonniers d'un anthropocentrisme qui est devenu insoutenable depuis Darwin – mais qui nous incite encore aujourd'hui à *ne pas vouloir savoir ce que nous savons pourtant* : l'humain appartient à la nature et descend du primate.

En définitive, et si l'on voulait vraiment établir un diagnostic sur notre époque à la faveur de la crise du Covid-19, ce qui est le plus probable, c'est que nous sommes englués dans une crise de la réflexivité qui requiert un sursaut hyper-réflexif osant questionner nos habitudes de pensée les plus ancrées. Les fanatiques Etats-Uniens - plutôt qu'«Américains» - de la liberté, ceux qui achètent des armes dès que surgit une crise sanitaire et qui refusent le confinement comme ils refusent de changer leur manière anti-écologique de vivre parce qu'ils prennent leurs Désirs pour des besoins, et sans même reconnaître à la santé d'être un droit, ceux-là sont des symptômes évidents de la crise de la réflexivité qui frappe nos sociétés de surproduction-surconsommation. Mais cette crise de la réflexivité, elle, est pluridimensionnelle et touche toutes les dimensions du sens : disparition des idéologies politico-économiques, faillite de l'exemplarité axiologique, absence de synthèse des savoirs. C'est pourquoi le «monde d'après» ne sera possible que lorsque l'intelligence humaine, au lieu de simplement s'indigner que la politique économique mondiale soit soumise aux décisions impulsives d'un imbécile hors-catégorie, aura décidé de tout repenser, vraiment.